

Air Canada

New Westminster—Coquitlam (M^{me} Jewett) qui a soulevé le point. Il m'apparaît tellement évident qu'une décision de cette nature, qui implique des coûts énormes, probablement une des plus grandes dépenses gouvernementales des années passées et des années à venir . . . et que soudainement on nous dise: Voilà la décision, c'est à la suite du Livre blanc sur la défense nationale, nous allons dans cette direction. Je ne peux pas nier que mon collègue de Western Arctic (M. Nickerson) nous ait amené d'excellents arguments.

[Traduction]

Mon éminent collègue, le député de Parry Sound—Muskoka (M. Darling) qui a siégé avec moi au comité de la défense nationale, et la députée qui a proposé la motion ont fait des remarques pertinentes, mais c'est aussi le cas du membre du Nouveau parti démocratique.

[Français]

Ce qu'il y a d'important et ce que nous devons quand même dire, souligner à la Chambre, c'est qu'on ne peut pas continuellement croire qu'un pays comme le Canada, qui a une mission dans le monde, soit celle de donner l'exemple . . . est-ce que c'est donner l'exemple au monde entier, dans le cadre de la réputation que l'on connaît bien, qui est celle du Canada, que d'aller dans la voie du grand club nucléaire? On a le droit d'y réfléchir, on a le droit de très attentivement porter attention à ce que l'honorable députée de Vancouver a présenté, porter attention à ce qu'elle a bien voulu nous dire. Ce que je ne comprends pas, c'est cette rapidité à vouloir prendre une décision sur une chose aussi énorme, qui engage la réputation du Canada. Elle l'a dit, et d'autres l'ont dit avant, et d'autres le diront, la question qu'on a le droit de se poser, c'est: Est-ce que c'est la mission du Canada que de faire une chose semblable?

Est-ce que c'est dans l'intérêt du Canada de croire que nous devrions dépenser de huit à 16 milliards de dollars dans ce que plusieurs aux États-Unis considèrent comme une grande aventure? L'ancien grand amiral, et je ne cite pas des pacifistes, de la flotte américaine lui-même avait dit que s'il n'en tenait qu'à lui, il coulerait tous ces vaisseaux, s'il avait l'impression que, etc. Vous pourrez lire son texte. Moi, je pense que le Canada fait fausse route. Je pense que nous sommes aussi sincères que les honorables députés qui ont pris la parole, mais ce que nous ne comprenons pas, c'est qu'une décision de cette sorte ne fasse pas l'objet d'un long débat à la Chambre des communes, ne soit pas soumise au peuple canadien lorsque le premier ministre voudra bien, dans son jugement, déclencher les élections nationales. Parce que c'est une décision importante, c'est une décision capitale pour la jeunesse du Canada. Est-ce que nous voulons toujours aller en plus gros? C'est cela qui m'intrigue dans la défense nationale.

Et je termine. Mon parti est clairement commis en faveur de l'OTAN. Nous croyons dans ce club, ce qui ne nous empêche pas de réfléchir à comment l'améliorer. Mon parti croit dans notre appartenance à NORAD, ce qui ne nous empêche pas d'y réfléchir, comme mon parti croyait dans les *cruise missiles* et, après y avoir réfléchi, a décidé que c'était la fin, que ça devait se terminer, et c'est pour cela que nous sommes contre maintenant. Monsieur le Président, et je conclus là-dessus en vous remerciant de votre patience, se lancer dans cette immense aventure, qui ferait du Canada un pays différent de ce que nous lui connaissons dans le monde entier, on connaît la

réputation du Canada, on sait que ce n'est pas comme cela que l'on conçoit le Canada dans le monde entier . . . Les Canadiens et les Canadiennes ont le droit de se demander: Est-ce que c'est ce genre de défense nationale que nous voulons avoir? J'insiste beaucoup pour dire que nous croyons fermement que nous devons avoir, c'est sûr, des forces armées, nous croyons fermement que nous devons avoir une marine, mais nous ne croyons pas . . . et je pense que nous sommes aussi honnêtes que tous ceux qui veulent s'empresse, dans la surprise, presque dans les ténèbres, de nous imposer une décision aussi importante, aussi capitale.

Alors, pour conclure, je remercie donc ma collègue qui a soulevé ce débat parce que c'est probablement, je dois lui dire, le seul débat . . .

• (1800)

[Traduction]

C'est probablement le seul moment où cette législature, à la fin d'un gouvernement, a eu la possibilité d'inciter à la prudence, de demander si c'est vraiment ce que l'on veut.

Monsieur le Président, je conclus en vous remerciant de votre patience. S'il est impossible de différer cette question et si la Chambre continue à siéger, je me demande si ma collègue et moi-même ne devrions pas envisager la possibilité d'avoir un débat d'urgence sur cette question, auquel d'autres députés pourraient participer, de sorte que nous puissions obtenir du ministre davantage de renseignements. Ce dernier a des idées très confuses: il parlait de sécurité et de souveraineté; maintenant, il parle de l'Atlantique et du Pacifique. La question de la souveraineté semble être oubliée, et nous devrions, je pense, en discuter intelligemment.

Le président suppléant (M. Paproski): Je voudrais bien écouter les propos du député mais il a déjà bénéficié de trois ou quatre minutes de plus.

[Français]

La période prévue pour l'étude des Affaires émanant des députés est maintenant écoulée. Conformément à l'article 42(1) du Règlement, l'ordre est rayé du *Feuilleton*.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LA LOI SUR LA PARTICIPATION PUBLIQUE AU CAPITAL D'AIR CANADA

MESURE D'ÉTABLISSEMENT

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. de Cotret: Que le projet de loi C-129, prévoyant la prorogation d'Air Canada sous le régime de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes ainsi que l'émission et la vente de ses actions au public, soit lu pour la 3^e fois et adopté.

Le président suppléant (M. Paproski): Il restait encore deux ou trois minutes pour des questions ou des observations sur le discours du député de Thunder Bay—Atikokan. Je vais permettre au député de Winnipeg-Nord une question, suivie d'une réplique.

M. Orlikow: Monsieur le Président, j'ai entendu maintes fois les ministériels dire qu'avec les changements survenus après